

CHU DE BORDEAUX

*Direction Travaux Incendie Maintenance Energie
(DTIME)
12, rue Dubernat
33404 TALENCE Cedex*

MARCHE D'ASSURANCES DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU PÔLE D'ODONTOLOGIE DE L'HOPITAL XAVIER ARNOZAN

Consultation n° : 25FS042

Assurances :

- Responsabilité Civile du maître d'Ouvrage et ses garanties complémentaires
- Tous Risques Chantier et ses garanties complémentaires
- Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires, notamment le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

LOT n° : 1

**Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif à
l'assurance Responsabilité Civile du maître d'Ouvrage**

Sommaire

1	Définition	3
1.1	L'acheteur -Souscripteur	3
1.2	Assurés	3
1.3	Projet de l'opération de construction	3
1.4	Tiers	3
1.5	Avoisinants	3
1.6	Sinistre	3
1.7	Domage corporel	3
1.8	Domage matériel	3
1.9	Domage immatériel consécutif	3
1.10	Domage immatériel non consécutif	4
1.11	Atteintes accidentelles à l'environnement	4
2	Nature des garanties.....	4
2.1	Garantie « Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage »	4
2.2	Garanties complémentaires	4
2.2.1	Garantie « Atteintes accidentelles à l'environnement »	4
2.2.2	Garantie des « Dommages aux avoisinants »	5
2.3	Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses	5
3	Montants des garanties	5
3.1	Plafonds de Garantie	5
3.1.1	Garantie de Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage.....	5
3.1.2	Garanties Complémentaires	5
3.1.3	Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses.....	5
3.2	Reconstitution de garantie	5
4	Franchise.....	6
4.1	Garantie « Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage »	6
4.2	Garanties complémentaires	6
4.2.1	Garantie « Atteintes accidentelles à l'environnement »	6
4.2.2	Garantie des « Dommages aux avoisinants ».....	6
4.3	Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses	6
5	Point de départ et durée des garanties.....	6
6	Exclusions.....	6
7	Déclaration de sinistre, procédure d'expertise et règlement d'indemnisation	7
	Délai subséquent.....	7
8	Clause de reprise du passé	7

1 Définition

1.1 L'acheteur -Souscripteur

L'identité et les coordonnées de l'acheteur souscripteur sont précisées dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.2 Assurés

La personne morale ayant la qualité de Maître d'ouvrage désignée dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.3 Projet de l'opération de construction

L'opération immobilière projetée par le maître de l'ouvrage est décrite dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.4 Tiers

Toute personne autre que :

- Le souscripteur et la personne morale ayant la qualité de maître de l'ouvrage
- Le président, les administrateurs, les directeurs généraux, les associés et gérants de la personne morale assurée, dans l'exercice de leurs fonctions,
- Les employés du souscripteur (ou ceux de la personne morale ayant la qualité de maître de l'ouvrage assurée), dans le cadre de leurs fonctions,
- Celles exerçant un emploi, même non rémunéré, dans l'établissement du souscripteur (ou celui de la personne morale ayant la qualité de maître de l'ouvrage assurée) au cours de leur travail.

1.5 Avoisinants

Les avoisinants sont tous les édifices dont l'assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni occupant, situés en tout ou partie, sur, sous, contre ou à côté, du terrain, et/ou de l'existant, objet de l'opération de construction.

1.6 Sinistre

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause à l'origine du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

1.7 Dommage corporel

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique

1.8 Dommage matériel

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux

1.9 Dommage immatériel consécutif

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un immeuble ou de la perte d'un bénéfice et résultant directement d'un dommage garanti par l'assurance « RCMO ».

1.10 Dommage immatériel non consécutif

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, d'un service ou de la perte d'un bénéfice subi par une personne physique ou morale en l'absence de dommages corporels ou matériels couverts par la garantie « RCMO ».

1.11 Atteintes accidentelles à l'environnement

Toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré résultant de dommages corporels, matériels et immatériels subis par les tiers, et résultant d'atteintes accidentelles à l'environnement consécutives à un accident imputable à l'opération de construction dont l'assuré est le maître de l'ouvrage.

Mais également en dehors de tout dommage à un tiers, toutes obligations de réparation en cas de dommages relevant de la loi du 1er août 2008, et notamment :

- La « réparation primaire » qui vise à remettre en l'état initial les ressources naturelles du site endommagé ;
- La « réparation complémentaire » qui permet de fournir un niveau de ressource naturelle ou de service
- Comparable à celui de l'état initial ;
- La « réparation compensatoire » qui doit réparer les pertes provisoires de ressources naturelles et de services en
- Attendant le retour à l'état initial.

Les réparations complémentaires et compensatoires ne s'appliquent qu'aux eaux et aux espèces et habitats naturels protégés.

2 Nature des garanties

Pour l'application du présent marché, on entend par :

2.1 Garantie « Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage »

Le présent marché garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que celui-ci peut encourir en sa qualité de maître d'ouvrage de l'opération désignée à l'article 1.1 du C.C.A.P du présent marché, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers.

La garantie s'étend :

- Du fait des personnes au service direct ou indirect des assurés,
- Du fait des biens dont les assurés ont la propriété, la garde ou l'usage, et notamment tous les biens immobiliers y compris assiette foncière, mobiliers, installations ou équipements y compris les biens relevant du domaine public situés dans l'enceinte du chantier et/ou des sites de stockage, montage et essais.

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que les personnes disposant de la qualité d'assuré au titre du présent contrat sont considérées comme tiers entre elles pour l'ensemble des dommages à l'exception des dommages immatériels non consécutifs.

Les dommages immatériels non consécutifs s'entendent à la fois des dommages immatériels qui ne résultent pas d'un dommage corporel ou matériel et des dommages immatériels consécutifs à un sinistre non garanti.

2.2 Garanties complémentaires

2.2.1 Garantie « Atteintes accidentelles à l'environnement »

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber à l'assuré résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement, c'est-à-dire de :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ;
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage ; lorsqu'elle résulte d'un événement soudain et imprévu et ne se réalise pas de façon lente ou progressive.

2.2.2 Garantie des « Dommage aux avoisinants »

La réparation des dommages matériels et immatériels consécutifs, causés aux avoisinants de l'opération de construction objet du présent contrat est garantie lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée.

2.3 Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses

Pour chacune des garanties précitées (Garantie Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage et garanties complémentaires), l'assureur s'engage à payer les honoraires et les frais de précontentieux ou de contentieux, de la personne morale souscriptrice, ou de toute autre personne morale agissant en qualité de maître d'ouvrage, et ayant la qualité d'assuré, lorsqu'elles sont personnellement impliquées à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat.

3 Montants des garanties

3.1 Plafonds de Garantie

Les plafonds de couverture de la compagnie sont au minimum indiqués ci-après pour chacune des garanties. Étant précisé que le montant des garanties s'entend :

- **Par sinistre avant réception des ouvrages,**
- **Par sinistre et pour la durée de la garantie subséquente (minimum 5 ans),**

3.1.1 Garantie de Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage

- **Tous dommages confondus : 3.000.000 €**
 Dont dommage corporel : **3.000.000 €**
 Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : **1.500.000 €**
 Dont dommages immatériels non consécutifs : **750.000 €**

3.1.2 Garanties Complémentaires

- Garantie « atteintes accidentelles à l'environnement, tous dommages confondus : **750 000 €**
- Garantie « Défense pénale et Recours », par litige **20.000 €**
- Garantie « Dommages aux avoisinants », tous dommages confondus : **750 000 €**

3.1.3 Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses

- Par litige : **20.000 €**

3.2 Reconstitution de garantie

Par l'effet des sinistres réglés par l'assureur, L'assureur s'engage à informer l'assuré de l'épuisement du montant des garanties. Celles-ci seront reconstituées après un sinistre moyennant le paiement d'une nouvelle prime au prorata du montant de la reconstitution et du temps restant. La reconstitution de garantie interviendra à la demande de l'assuré au taux du contrat, Sauf si l'assureur a usé de sa faculté de résilier après sinistre (R 113-10 du code des assurances).

4 Franchise

4.1 Garantie « Responsabilité Civile du Maître de l'ouvrage »

- Dommages corporels : **NEANT**
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : **1 500 €** par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs : **1 500 €** par sinistre

4.2 Garanties complémentaires

4.2.1 Garantie « Atteintes accidentelles à l'environnement »

- Dommages corporels : **NEANT**
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : **1 500 €** par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs : **1 500 €** par sinistre

4.2.2 Garantie des « Dommages aux avoisinants »

- Dommages corporels : **NEANT**
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : **1 500 €** par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs : **1 500 €** par sinistre

4.3 Honoraires et frais de procédures précontentieuses et contentieuses

- Franchise : **NEANT**

5 Point de départ et durée des garanties

Les garanties commencent :

- À la date d'ouverture du chantier indiqué dans l'acte d'engagement afférent au présent marché
- Ou à défaut à la date de notification dudit marché au titulaire

Étant précisé que les travaux réalisés à la date d'ouverture du chantier et depuis leur démarrage seront bien assurés dans les conditions mentionnées au paragraphe intitulé « clause de reprise du passé ».

Les garanties se terminent à la date prévisionnelle de réception des ouvrages.

Toutefois, si la période de construction s'étendait au-delà de cette date prévisionnelle, la garantie demeurerait acquise automatiquement pendant une période de **2 (DEUX) mois**, sans surprime. Au-delà de cette période, l'assureur détermine après négociation avec l'assuré les conditions tarifaires de prolongation.

6 Exclusions

Outre les exclusions légales visées au CCAP, ne sont pas couverts par la garantie RCMO et ses garanties complémentaires :

- ☒ SAUF convention contraire, les pertes et dommages occasionnés soit par la guerre étrangère, soit par la guerre civile, soit par des émeutes ou par des mouvements populaires (L 121-8 du Code des assurances)
- ☒ Les pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré (L 113-1 du Code des assurances).
- ☒ Les seules conséquences d'engagements contractuels particuliers pris par l'assuré (telles que pénalités) excèdent celles auxquelles il est tenu en vertu des textes légaux.

- ☑ Les amendes et les frais en découlant auxquels est condamné l'assuré.
- ☑ Les réclamations d'origine fiscales faites à l'assuré.
- ☑ Les dommages immatériels non consécutifs résultant de la divulgation par l'assuré du secret professionnel, de la publicité mensongère faite par l'assuré, d'un acte de l'assuré de concurrence déloyale, d'une atteinte par l'assuré aux droits de la propriété industrielle, intellectuelle, littéraire ou artistique.
- ☑ Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible d'un fait volontaire ou conscient et intéressé de l'assuré qui ferait perdre à l'évènement son caractère aléatoire.

7 Déclaration de sinistre, procédure d'expertise et règlement d'indemnisation

➔ Voir article du CCAP du présent marché relatif à la déclaration de sinistre.

En complément des dispositions du CCAP applicables en la matière, il est précisé les points suivants :

Délai subséquent

Conformément aux dispositions de l'article L 124-5 alinéa 4 du Code des Assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003, la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 (CINQ) ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

8 Clause de reprise du passé

La garantie s'applique à la partie de l'opération de construction réalisée antérieurement à la prise d'effet du contrat. Sont seuls exclus les pertes ou dommages susceptibles de relever de la garantie du contrat et dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Il est entendu que la garantie s'applique aux pertes ou dommages survenus après la date d'effet et dont l'origine serait antérieure à la prise d'effet sous les mêmes réserves que ci-dessus.

Il appartient toujours à l'assureur d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance de tels événements antérieurement à la prise d'effet de la police.